

LES AMIS DE LA TERRE FRANCE - 20 MARS 2020

## **Crise du Coronavirus : sortir du déni. Et tout reconstruire.**

Parce que cette crise touche une nouvelle fois les plus démunis, parce que nous ne pouvons pas nous permettre de commettre les mêmes erreurs encore et encore, parce que les décisions prises pour le jour d'après seront capitales, les Amis de la Terre prennent la parole.

Cette crise doit au contraire être une opportunité pour changer de système et tout reconstruire en se recentrant sur la satisfaction de nos besoins fondamentaux, et ceci de manière équitable.

### **UNE CRISE ALIMENTÉE PAR NOTRE PROPRE SYSTÈME, ET QUI CREUSE LES INÉGALITÉS**

L'extension permanente d'activités humaines prédatrices des écosystèmes encourage les pandémies, elles-mêmes nourries par une mondialisation dérégulée, voire effrénée.

La crise du Coronavirus, choc sanitaire qui s'est transformé en crise mondiale, nous démontre la fragilité d'un système néolibéral totalement vulnérable à ses propres effets : diffusion mondiale du virus permise par l'explosion du trafic aérien et des échanges de biens, dysfonctionnement de services essentiels, instabilité et chute des marchés financiers...

La situation actuelle révèle le manque criant de résilience de ce système qui s'emploie à détricoter toujours plus nos services publics avec, en première ligne, les dispositifs de santé et de protection sociale ainsi que le secteur de la recherche. Pourtant, celles et ceux qui sont mobilisés en premier lieu pour répondre à cette crise n'ont cessé d'alerter sur le délitement des services publics. Des secteurs clés, comme la production de médicaments et de matériel médical, qui auraient dû permettre d'amortir le choc, ont aussi été délocalisés, sapant notre capacité de réaction.

Pire, cette crise mondiale nous montre qu'une nouvelle fois, ce sont les plus vulnérables qui en sont les premières victimes. Personnes sans domicile, migrant·e·s, travailleur·euse·s précaires, foyers à faibles revenus, se trouvent déjà ou se trouveront bientôt davantage confronté·e·s à la propagation du virus et aux difficultés d'accès aux soins. Déjà touchées par les inégalités, les femmes sont en première ligne : en France, elles représentent 88% des infirmières, 90% des caissières, 82% des enseignantes de primaire, 90% du personnel dans les EHPAD.<sup>1</sup> Dans les pays où les enjeux sanitaires sont déjà multiples, le coronavirus touchera bien plus durement les plus démunis en les privant de services essentiels. Dans le traitement même de la crise, les inégalités demeurent criantes : refus du droit de retrait de salarié·e·s versus télétravail des cadres, accès inégal aux outils numériques pour l'éducation des enfants, exil dans les résidences secondaires versus migrant·e·s parqué·e·s dans des camps sans eau ni nourriture. Qu'il s'agisse du coronavirus ou de la crise climatique mondiale, les conséquences du système néolibéral restent identiques : l'injustice sociale.

### **UN ENSEIGNEMENT: QUAND L'ETAT VEUT, IL PEUT**

Face à cette pandémie et à ses conséquences économiques, les pouvoirs publics mobilisent des moyens exceptionnels. Comment ne pas faire le parallèle avec la mobilisation générale

nécessaire face à la crise écologique et climatique, qui menace des millions de vies humaines et des écosystèmes entiers ?

De nombreux verrous, derrière lesquels les pouvoirs publics se réfugient à chaque fois qu'il s'agit de légiférer face à la crise climatique et écologique, sautent aujourd'hui pour mettre en place des mesures extraordinaires. Assouplissement des règles budgétaires par la Commission européenne et de supervision par la Banque centrale européenne, déblocage de financements publics, encadrement des prix et mise en place de quotas sur certains biens, renforcement des systèmes de solidarité et de protection sociale, éloge des services publics... Tout ceci va à l'encontre du droit à la concurrence ou du dogme du libre marché, que l'on nous oppose habituellement. Comme l'a pointé la présidente du Haut Conseil pour le Climat, Corinne Le Quéré, "*on sait donc faire.*" Il semble ainsi que le gouvernement sait "écouter celles et ceux qui savent" quand il s'agit d'une crise qui impacte immédiatement notre économie. Pour le climat et la biodiversité, il a jusqu'ici pourtant plutôt été à l'écoute des lobbies que des scientifiques.

La période actuelle démontre que l'Etat et toute son architecture peuvent être mis au service de l'intérêt général en cas d'urgence, quitte à contraindre les acteurs économiques et les individus. "*Il y aura un avant et un après*" disait Emmanuel Macron dans son allocution lundi 16 mars. Les réponses qu'apportera le gouvernement pour relancer l'économie en diront long sur l'"après" qu'il imagine. Aura-t-il tiré des leçons de cette crise sanitaire ?

## LA MENACE D'UNE RÉPONSE AU BÉNÉFICE DES GRANDS POLLUEURS

Face à ce séisme mondial qui n'en est sans doute qu'à ses premières ondes de choc, pèse déjà la menace de réponses soutenant les acteurs économiques et financiers les plus puissants, et qui viendraient renforcer un peu plus le système nocif à l'origine de la crise. Cela se matérialise en premier lieu quand de grandes multinationales s'empressent dès aujourd'hui de maximiser leurs bénéfices sur le dos de la crise sanitaire. Amazon assure par exemple [avoir reçu l'autorisation du gouvernement pour poursuivre ses activités](#), et à pleine puissance, en bafouant les droits de milliers de travailleur·se·s, au risque d'accélérer la propagation du Coronavirus.<sup>2</sup> L'entreprise se voit ainsi accorder un régime de faveur, au détriment de tous les commerces de proximité non alimentaires qui ont eu dû fermer leurs portes,<sup>3</sup> et de ses salarié·e·s contraint·e·s à continuer de travailler au péril de leur santé et de celle de leurs proches.

Il faut s'attendre à ce que le choc que nous traversons soit instrumentalisé pour justifier des "mesures de sortie de crise" inacceptables. Avant cette crise sanitaire, le gouvernement préparait déjà un "Pacte productif" truffé de fausses solutions, comme par exemple une agriculture 4.0 actuellement aux mains des géants du numérique. De nouvelles mesures ont en outre émergé dès les premiers jours de la crise. Le projet de loi d'adaptation au Coronavirus proposé par le gouvernement ouvre ainsi la possibilité de revenir par ordonnance sur des acquis sociaux fondamentaux, comme les trente-cinq heures ou le droit aux congés payés.<sup>4</sup> On observe un deux poids-deux mesures troublant. Alors que les restrictions sur les libertés fondamentales des citoyen·ne·s s'intensifient au nom de l'intérêt général, certaines entreprises – pourtant non nécessaires à la satisfaction des besoins élémentaires de la population – sont mises sous pression par le gouvernement pour continuer leurs activités.<sup>5</sup> Les salarié·e·s sont sommé·e·s de se rendre sur leur lieu de travail, brassant des dizaines voire des centaines de personnes, alors que les consignes sanitaires ne sont pas respectées par leurs employeurs, notamment en raison d'une pénurie d'équipements de protection.<sup>6</sup>

Les premières réponses à la chute vertigineuse des cours boursiers et au ralentissement brutal de l'activité économique laissent entrevoir le risque d'une aide massive et sans condition au bénéfice des banques et multinationales polluantes, à l'origine de la crise financière et sociale mais aussi climatique. La Banque centrale européenne a très rapidement réagi en revoyant à la baisse les exigences de fonds propres imposées aux banques commerciales,<sup>7</sup> en leur proposant des prêts si avantageux qu'ils reviennent à leur faire des dons,<sup>8</sup> en actant un rachat massif d'obligations de banques et de grandes entreprises cotées.<sup>9</sup> Ce volontarisme pro-marchés financiers rappelle la réaction à la crise de 2008, quand le sauvetage des banques fut orchestré au mépris des individus et des entreprises frappés de plein fouet par les conséquences bien réelles des activités spéculatives.

Les annonces d'aides financières françaises – via notamment Bpifrance – et européennes pleuvent et se chiffrent déjà en milliers de milliards d'euros.<sup>10</sup> Pourtant, elles ne présentent que rarement une garantie d'être dirigées vers les services publics ou vers les personnes et les petites et moyennes entreprises les plus touchées, et jamais vers la transition écologique. Une fois encore, les gouvernements et les régulateurs injectent des sommes colossales pour rassurer la bourse, faisant le vœu pieux qu'un jour cela bénéficiera à l'ensemble de la population. Dans le même temps, certaines industries impactées, et parmi les plus destructrices pour le climat, appellent l'Etat au sauvetage. C'est le cas du lobby de l'aviation, qui a demandé publiquement 200 milliards de dollars d'aides publiques pour les compagnies aériennes au niveau international, et notamment d'Air France qui demande au gouvernement français d'intervenir de tout urgence. Par ailleurs, alors que la chute des cours du pétrole va sans doute entraîner à court terme un ralentissement du développement des hydrocarbures, les majors pétrolières et gazières pourraient connaître un nouveau rebond dès les prochains mois si elles raflent le soutien de la puissance publique.

Il sera en outre inacceptable que l'endettement des Etats et ces milliards accordés aujourd'hui aux grandes multinationales de la finance, des énergies fossiles ou de l'aviation, justifient demain de nouvelles politiques d'austérité et un recul de l'action publique en faveur de la justice sociale et climatique.

La crise de 2008 et 2009 en a déjà fait la démonstration.<sup>11</sup> Si nous ne sommes pas capables de penser une sortie de crise répondant à l'urgence climatique et sociale, autant que sanitaire et économique, le plan de relance à venir ne saura garantir la solidarité nécessaire avec les plus vulnérables, ni plus de résilience face aux futurs chocs. Face à cette menace, et dans cette période de fort ralentissement de la vie démocratique, nous devons donc être plus que jamais vigilant·e·s et mobilisé·e·s.

## **SORTIR DU DÉNI ET TRANSFORMER NOTRE SYSTÈME VERS DES SOCIÉTÉS SOUTENABLES**

Regardons les choses en face : la pandémie est un avant-goût des scènes d'apocalypse qui se multiplieront si nous franchissons les seuils d'emballement climatique. Les dérèglements climatiques et la disparition de la biodiversité sont des facteurs aggravant les risques d'épidémies. Mais ce ne sont pas leurs seuls impacts. En France, les vagues de chaleurs à plus de 40 °C seront plus fréquentes, une menace de plus pour les personnes vulnérables. Bientôt, des régions entières dans les pays pauvres pourraient devenir inhabitables, forçant des centaines de millions de personnes à l'exil,<sup>12</sup> provoquant des violations massives des droits humains et des conflits armés.<sup>13</sup> Combien de morts accepterons-nous avant de sortir de l'illusion néolibérale ?

Oui, il doit y avoir “un avant et un après Coronavirus”. Cette pandémie est la démonstration que notre système doit être transformé. Comme le rappellent les scientifiques depuis de trop longues années : pour éviter les chocs à venir, nous devons construire des sociétés soutenables, qui satisferont les besoins fondamentaux de tout le·s les citoyen·ne·s sans dépasser les limites planétaires.

Nous pouvons mettre à profit ce moment rare de décélération pour changer la trajectoire du Titanic. La dépendance des banques et des multinationales au sauvetage public donne à l'Etat le pouvoir d'imposer de nouvelles règles. Ne commettons pas les mêmes erreurs qu'en 2008. Les banques ne devraient pas être renflouées sans que soit mis fin à leurs financements de **2 700 milliards de dollars au charbon, au pétrole et au gaz**.<sup>14</sup> Le secteur aérien n'a pas à être sauvé par le contribuable, et si un minimum de soutien public devait lui être octroyé pour éviter la casse sociale, cela ne doit pas avoir lieu sans imposer la réduction immédiate et drastique du trafic. L'Etat ne devrait pas racheter les actions des multinationales du CAC 40 dont les activités nous précipitent vers l'abîme, notamment celles de grandes majors comme Total, qui, après avoir versé des dividendes records en 2019<sup>15</sup> et continué chaque année de diriger plus de 90% de ses investissements vers les hydrocarbures,<sup>16</sup> poursuivrait sa quête de profits destructrice grâce à l'argent public.

Les verrous budgétaires et monétaires européens ayant temporairement sauté, il faut à tout prix éviter que cet afflux d'argent ne soit investi dans la relance aveugle de ce qui est climaticide dans notre économie. Il est nécessaire de l'investir dans les services publics et dans le financement de la transition écologique, qui en a grand besoin et dont le potentiel de création d'emploi est immense : rénovation énergétique, reconversion industrielle, généralisation de l'agroécologie paysanne, relocalisation d'une partie de la production, soutien à la transition et à l'adaptation dans les pays du Sud, santé, recherche, éducation, transports publics...

**Il peut donc y avoir un après Coronavirus qui nous remette dans la bonne direction. À condition que l'Etat revienne à son rôle fondamental de protection de l'intérêt général, et non des intérêts privés. Pour cela, pas de miracle : il faut changer en profondeur notre système économique, mettre fin à la mainmise des lobbies sur la décision publique, écouter les premier·e·s concerné·e·s et la science, qui alertent depuis des années sur l'urgence et l'ampleur des mesures à prendre.**

## NOTES

**1**

Article Bastamag “**Face au coronavirus, les femmes davantage en première ligne que les hommes**”

**2**

Mediapart, Commerces, usines, transports “Ces Français qui vont travailler la boule au ventre”

**3**

**L'arrêté du 14 mars 2020** stipule que les commerces de vente au détail doivent cesser leur activités d'accueil du public, avec un certain nombre d'exceptions (commerces alimentaires, kiosques de journaux, commerces d'équipements téléphoniques ou informatiques, automobile, bricolage, machine-outils...).

**4**

Articles Les Échos “**Coronavirus : une loi d'urgence fourre-tout pour faire face à l'épidémie**”

**5**

Mediapart, Pénicaud demande de “challenger” les entreprises qui baissent le rideau, 19 mars 2020; Le Figaro, L'Etat invite les entreprises à verser une prime de 1000 euros à ceux qui continuent de travailler, 20 mars 2020

**6**

Les travailleurs de la logistique chez Amazon, la Poste ou ailleurs, les livreurs, les ouvriers du BTP : de nombreux salariés et syndicats demandent d'avoir le droit d'arrêter le travail.

**7**

Communiqué de la Banque Centrale Européenne : “[ECB Banking Supervision provides temporary capital and operational relief in reaction to coronavirus](#)”

**8**

Communiqué de la Banque Centrale Européenne : “[ECB announces easing of conditions for targeted longer-term refinancing operations](#)”

**9**

Communiqué de la Banque Centrale Européenne : “[ECB announces €750 billion Pandemic Emergency Purchase Programme](#)”

**10**

Dès fin février, le gouvernement annonçait la création d'un fonds d'investissement public de 10 milliards d'euros destiné à protéger le capital des multinationales du CAC 40. Depuis, en Europe, la Commission européenne a acté le déblocage de 37 milliards d'euros. La banque centrale européenne a pour sa part mis sur la table 870 milliards d'euros de rachats de dettes des Etats et des entreprises, et 115 milliards d'euros de prêts ultra avantageux aux banques commerciales. En France, le gouvernement a annoncé 45 milliards d'euros d'aides aux entreprises, ainsi que 300 milliards d'euros de garantie française et 1 000 milliards de garantie européenne aux prêts bancaires.

**11**

En 2008-2009, la crise financière avait été suivie d'un fort rebond des émissions de CO2, de + 6 % en 2010, après une baisse de 3 % en 2009. Le Monde, [Coronavirus : une décrue historique des émissions de CO2 est-elle amorcée ?](#), 13 mars 2020;

**12**

Ionesco, D., Mokhnacheva, D. and Gemenne, F. (2017). The Atlas of Environmental Migration. Earthscan, London.

**13**

RTBF, “[Le changement climatique mène à plus de conflits armés](#)” concluent des experts internationaux, 12 juin 2019. Des chercheurs de l'université d'Anvers déclarent que *dans un scénario avec 4 degrés de réchauffement provoque une hausse de 26% du risque d'une augmentation substantielle des conflits. Même dans un scénario avec un réchauffement limité à 2 degrés l'impact du climat sur les conflits ferait plus que doubler, pour atteindre un pourcentage de risque de 13%.*

**14**

Article des Amis de la Terre ” [Le financement des banques aux énergies fossiles en constante augmentation depuis la COP21](#)”

**15**

Les Echos, [CAC 40 : versement records aux actionnaires en 2019](#), 9 janvier 2020; Le revenu, Total augmentera son dividende dès mars 2020, 24 septembre 2019.

**16**

Total, Document de référence 2018. Voir aussi notre rapport collectif ” [Total, la stratégie du chaos climatique](#)”, mai 2019